

Reprenons le contrôle

Législatives 12 et 19 juin 2022

2ème circonscription des Landes

Jean-Pierre ETCHOIMBORDE

Suppléant : Michel RAPIN

Chères Landaises,

Chers Landais,

Je suis **Jean-Pierre Etchoimborde**, j'ai 60 ans, je suis marié et j'ai deux enfants. Je travaille dans l'aviation civile, en tant que technicien supérieur d'étude et d'exploitation. Comme vous, je suis reconnaissant à la France de tout ce qu'elle nous apporte chaque jour de notre vie. Comme vous, j'attends des élus qu'ils se battent fermement pour faire prospérer et réussir notre beau pays. Malheureusement, **je constate comme vous que notre classe politique a abandonné le peuple français**. Elle n'est pas à la hauteur de l'héritage de la France ni des ambitions que nous devons avoir pour elle.

Chômage, délocalisations ; augmentation de la précarité, de la pauvreté, de l'insécurité, de l'immigration ; recul des services publics et des libertés fondamentales ; baisse du niveau scolaire ; disparition de la France dans l'Union européenne et la mondialisation... **Cela fait des décennies que notre pays s'enfonce dans le déclin**. Et la reconduite d'Emmanuel Macron au pouvoir, malgré son quinquennat calamiteux, démontre l'urgence du sursaut collectif qu'il nous faut réaliser. **Macron, c'est 600 milliards de dette en plus**, qu'il s'apprête à nous faire rembourser par une politique d'austérité sans précédent !

Contre la politique et la personne d'Emmanuel Macron, j'ai soutenu la candidature de Nicolas Dupont-Aignan au 1er tour de l'élection présidentielle et sa vision d'une France prospère, libre, indépendante, souveraine, qui récompense l'honnêteté et le mérite.

Membre de Génération Frexit, je rejoins, pour cette élection législative dans la 2e circonscription des Landes, l'Union pour la France, afin de prolonger, avec les autres candidats souverainistes, **le combat pour la France, pour nos emplois, pour notre pouvoir d'achat, pour notre démocratie, pour nos libertés**.

Et parce que ces sujets vitaux réclament d'être résolus au plus haut niveau, **je soutiendrai en particulier la demande d'un référendum sur notre appartenance à l'Union européenne**, conformément au souhait de 63 % de nos compatriotes. Je suis en effet convaincu qu'obtenir notre pleine indépendance est la clé pour reprendre le contrôle sur tous les domaines qui vous préoccupent et préoccupent l'ensemble des Français.

Alors le 12 juin, votez enfin pour vous et vos idées.

Votez pour reprendre le contrôle !

Votez Jean-Pierre ETCHOIMBORDE !



Découvrir notre vidéo
de présentation sur :

▶ **repreponslecontrôle.fr**



Union pour la France,
soutenue par :

**GÉNÉRATION
FREXIT**



LES PATRIOTES
LE MEILLEUR POUR LA FRANCE

**DEBOUT
LA FRANCE !**

Reprenons le contrôle



Découvrez notre vidéo de présentation sur :

[reprenonslecontrôle.fr](https://www.reprenonslecontrôle.fr)

La France n'est plus que l'ombre d'elle-même.

La politique de l'Union européenne suivie par les gouvernements successifs depuis 30 ans nous conduit dans le mur (inflation, chômage, pauvreté, suicides d'agriculteurs, délinquance, dégradation de l'éducation). **Il est urgent que les Français reprennent le contrôle pour relancer notre pays.**

Réindustrialisation, emplois, prospérité, amélioration de la qualité de vie, indépendance, protection contre la mondialisation... Voici nos 12 points pour redonner un avenir à la France.

1. Industrie

Lancement d'un grand projet de **réindustrialisation** secteur par secteur avec une **protection ciblée** et des incitations de l'État. Réservation des **commandes publiques** aux entreprises qui produisent en France.

2. Économie

Récupérer les **29 milliards d'euros** donnés à l'UE (20 fois le prix d'Alstom). Mise en place d'un **protectionnisme social et environnemental intelligent**. Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. Abrogation de la directive sur les travailleurs détachés.

3. Pouvoir d'achat

TVA à 0 % sur les produits de **première nécessité** et 5,5 % sur les carburants, gaz, fioul, électricité. **Augmentation du SMIC** à 1 400 euros net par mois.

4. Services publics

Stop aux fermetures des services publics en zone rurale. **Nationalisation des autoroutes**. Recréation du **monopole public** d'EDF, GDF, de la SNCF et des services de distribution d'eau. Amélioration de la qualité des services.

5. Santé

Ouverture d'un **nouvel établissement de santé par département**. Revalorisation du personnel soignant et réintégration des 15 000 soignants.

6. Retraite

Maintien de l'âge légal de départ à la **retraite à 62 ans**. Réindexation des pensions sur l'inflation. Imposition d'un **cahier des charges** aux gestionnaires des maisons de retraite.

7. Immigration

Reprise de contrôle et **baisse des flux migratoires**. Sortie de Schengen. Expulsion des étrangers délinquants.

8. Sécurité

Redonner des moyens dignes à nos forces de l'ordre et à la justice. **Application réelle des peines**. Lutte contre le trafic organisé (fraude, stupéfiants, recel, etc.).

9. Agriculture

Protection de nos agriculteurs et éleveurs des méfaits de la mondialisation. Rééquilibrage **en faveur des producteurs** du rapport de force avec la grande distribution. Attribution **des subventions au niveau national** et de manière simplifiée et immédiate.

10. Énergie

Sortie du marché européen de l'électricité pour **une énergie moins chère**. Investissement dans la recherche sur les énergies bas carbone (nucléaire, hydrogène, gaz synthétique, etc.) pour sortir progressivement des énergies fossiles et **assurer notre indépendance**.

11. Éducation

Relancer l'**ascenseur social**. Donner les moyens nécessaires pour une Éducation nationale de qualité : **récompenser le mérite**, stop aux fermetures de classes et priorité aux savoirs fondamentaux. Revalorisation du métier d'enseignant.

12. Démocratie

Donner au peuple le pouvoir : **référendum d'initiative citoyenne** (RIC), vote blanc éliminatoire. **Casier judiciaire vierge obligatoire** pour tout candidat aux élections.

Reprenons le contrôle de notre avenir !

Organisons un **référendum sur l'appartenance de la France à l'Union européenne** (63 % des Français y sont favorables d'après notre sondage IFOP de février 2022). Cette mesure est fondamentale pour appliquer notre programme, auquel l'Union européenne cherchera à faire obstacle.